

Table des matières

Si demain le pétrole abiotique devenait abondant.....	2
Pic pétrolier : deux vice-présidents de Total répondent à [oil man].....	5

Si demain le pétrole abiotique devenait abondant...

Par [Le Matin DZ](#) | 13/08/2012

Il est évident que les compagnies pétrolières savent parfaitement que la théorie du pétrole abiotique est vraie, qu'il y a des quantités fantastiques de pétrole sous nos pieds, et qu'il n'y aura pas de crise d'approvisionnement avant des milliers d'années ou plus. Un certain nombre de responsables politiques des pays riches le savent aussi.



Tous les pays survalorisent leurs réserves pétrolières.

Ils mentent donc sciemment depuis plus de 100 ans quand ils disent que le pétrole vient de la décomposition des plantes et dinosaures, qu'il n'y en a qu'une quantité très limitée pour l'humanité. Pourquoi ? Eh bien, tout simplement parce que le pétrole permet d'avoir l'argent et le pouvoir. La richesse des compagnies pétrolières est basée sur une relative rareté du produit et une très grosse partie de leur profit est basée sur le commerce international de celui-ci.

Sur la relative rareté du produit, il est évident que si demain, tous les pays du monde étaient capables de produire du pétrole, celui-ci ne vaudrait plus rien. Son prix de vente baisserait quasiment au niveau de son coût d'extraction. Les marges, qui sont actuellement énormes, ne dépasseraient plus les 20 ou 30 %, voire moins, si les États se mêlaient de contrôler les prix. Les profits deviendraient donc dérisoires. Il y aurait une telle concurrence qu'il serait impossible d'avoir des prix élevés. Et ceci serait vrai au bas mot pour des milliers d'années. Donc, aucun espoir de voir une remontée des prix.

Les compagnies pétrolières vivent aussi du commerce international, donc du fait qu'il y a des pays producteurs/exportateurs d'un côté et des pays acheteurs de l'autre. Il faut, pour elles, qu'il y ait un nombre limité de pays exportateurs pour pouvoir faire des profits à la vente plus facilement. Parce que, sur un marché national auto-suffisant, le gouvernement peut décider de limiter les prix du baril. Tandis qu'avec le marché international, ce sont les compagnies qui peuvent magouiller pour faire optimiser leur profit et faire varier les prix selon leur convenance.

On pourrait même préciser : il faut pour elles, de préférence, qu'il n'y ait que quelques pays producteurs faibles militairement et ayant des compétences techniques limitées. Ainsi, les grandes compagnies peuvent obliger les pays producteurs à passer par elles : d'une part à cause de leurs compétences techniques, et d'autre part parce qu'un pays puissant militairement peut leur forcer la main pour choisir ses compagnies pétrolières, sous peine d'avoir des problèmes. Et du coup, les pays consommateurs, eux aussi, sont obligés d'en passer par ces quelques compagnies, qui font dès lors un chiffre d'affaires gigantesque. Étant hors d'atteinte des États acheteurs, elles peuvent s'entendre pour manipuler les prix de façon à faire des profits gigantesques. Et les États consommateurs peuvent aussi être menacés d'embargo par les pays qui contrôlent ces compagnies, ou en tout cas, ils peuvent être menacés d'avoir des problèmes d'approvisionnement. Du coup, ils sont obligés de filer doux.

Mais, si, d'un seul coup, tous les pays du monde ou presque produisent leur propre pétrole, c'est la fin de ce commerce international. Fini les manipulations du marché et les profits gigantesques, fini le contrôle des prix par les compagnies multinationales. Ce seront désormais les États qui pourront contrôler les prix. Et fini également les menaces d'embargo ou de problème d'approvisionnement. C'est la fin des pays qui vivent au dépend du pétrole et n'ont pas su convertir le cumul de leur rente pétrolière en richesse nationale (industrie, agriculture etc..).

Par ailleurs, si demain, les principaux pays consommateurs devenaient aussi des pays producteurs, dans la mesure où ce sont en général des pays de haut niveau technique, ils posséderaient la technicité pour exploiter eux-mêmes leur pétrole. Ils pourraient alors très bien décider de se passer des grandes compagnies pétrolières, et monter une compagnie

nationale. Ce qui conduirait, en plus d'une diminution très importante des parts de marché des grandes compagnies pétrolière, à l'émergence de concurrents nouveaux. Et, les nouveaux pays producteurs qui n'auraient pas un niveau technique aussi bon auraient les coudées beaucoup plus franches pour mettre en concurrence les compagnies pétrolières. Un pays comme l'Éthiopie pourrait mettre en concurrence un éventuel Deutsch pétrole, ou un China Petroleum, ou encore un Italian petroleum en fonction de leur transparence, de leur prix, etc. Enfin bon, de toute manière, ces marchés (dans les pays pauvres) sont et resteraient des marchés de niche, vu qu'étant pauvres, ils consomment, et donc, produisent peu.

Oui, si demain, les gens venaient à apprendre que le pétrole se trouve en quantités gigantesques un partout sur terre, et que les conséquences économiques en étaient tirées, ce serait là mort du commerce, du pouvoir des compagnies pétrolière et des États de la providence.

Compte tenu de l'importance du pétrole dans le fonctionnement de nos sociétés industrialisées aussi bien pour les transports, le fioul de chauffage, la pétrochimie ou l'agriculture, la diminution des quantités de pétrole disponible va entraîner des bouleversements importants qu'il est nécessaire d'anticiper. Or ce n'est pas réellement le cas actuellement. Nous pensons que la diffusion d'une information la plus réaliste et plus transparente possible à un large public est de nature à enclencher une prise de conscience et une réflexion sur nos modes de vie actuels, en vue notamment d'imaginer d'autres sources alternatives. Tous les experts et les scientifiques du monde tirent les mêmes conclusions. On estime que la demande mondiale en pétrole va croître de 50% d'ici à 2025. Pour satisfaire cette demande, des volumes de pétrole plus larges que jamais vont devoir être produits. Par logique, et étant donné que la production de pétrole provenant de chaque champ pétrolifère est croissante jusqu'à un "*pic pétrolier*" pour ensuite décliner, de nouveaux champs doivent continuellement être découverts et le pétrole produit pour compenser l'épuisement des anciens champs et pour satisfaire la demande mondiale sans cesse elle aussi croissante.

Si de grandes quantités de nouveau pétrole ne sont pas découvertes et produites quelque part dans le monde, alors la production mondiale de pétrole ne satisfera plus la demande. Les compagnies pétrolières et les gouvernements ont conduit des recherches étendues à travers le monde, mais les résultats ont été décevants durant des décennies. Sur cette base, il y a très peu de raison de s'attendre à ce que les découvertes futures de pétrole augmentent de façon importante. Durant le siècle dernier, le développement économique mondial a fondamentalement été façonné par la disponibilité et l'abondance du pétrole bon marché. Les transitions énergétiques précédentes (du bois au charbon, du charbon au pétrole, du pétrole au nucléaire, du gaz naturel aux schistes et quoi encore..!) furent progressives et évolutives ; le pic pétrolier sera abrupte et surprenant. Le monde n'a jamais fait face à un problème comme celui-ci, le pic pétrolier prendra de vitesse la transition du fossile au renouvelable. Sans une préparation massive au moins de 20 ans avant les faits, le monde vivra dans toutes les prochaines années au ralenti et dans l'obscurité.

Face à ces annonces apocalyptiques, le mouvement des survivalistes se popularise d'ailleurs de plus en plus. Le raisonnement est simple, logique et sans équivoque : la société telle que nous la connaissons ne peut subsister sans pétrole. L'or noir est le pilier de l'économie du monde industrialisé et l'économie des économies du monde, car notre système fonctionne grâce aux hydrocarbures : nos modes de transports, le chauffage de nos maisons, l'eau chaude, l'électricité, les matières plastiques, les produits de beauté, les vêtements, mais aussi et surtout l'agriculture devenue intensive et qui grâce ou à cause, selon le point de vue aux engrais chimiques, aux traitements herbicides, fongicides et insecticides à permis durant le XXe siècle de multiplier la population mondiale par trois. Notre confort, nos loisirs, notre sécurité alimentaire et sanitaire, les moindres de nos habitudes sont conditionnées et intégralement alimentées par le pétrole. Sa disparition équivaldrait par conséquent à une décroissance économique dramatique, à l'explosion du chômage massif (des États entiers vivent du pétrole) et à la réduction sensible du niveau de vie dans les pays industrialisés. Une vision qui laisse en somme très peu d'espoir à notre civilisation puisque que ce sont la famine, la désolation urbaine, l'exode voire la mort qui nous attendent. De plus en plus d'individus, essentiellement aux États-Unis et Japon, se préparent à une rupture économique et sociale d'envergure : des chefs d'entreprise, des commerciaux, des employés, des journalistes, professeurs et écrivains. Au programme, kits de survie, stocks de nourriture, installations auto-suffisantes voire même pour certains un entraînement physique adapté et la sécurisation du domicile par tous les moyens, y compris les armes.

Dénoncer la falsification des chiffres

Les inexactitudes et les calculs sur l'avenir du pétrole sont l'objet d'une vraie gruge. En 1985, les pays producteurs réunis au sein de l'OPEP ont pris la décision, jugée fort saine à l'époque, d'indexer leurs quotas de production de pétrole sur le montant des réserves déclarées par chaque pays membre. Mais des faits étonnent : d'après les données de référence reprises par le groupe anglais BP dans son rapport 2003 sur l'énergie mondiale, l'Arabie Saoudite est passée, entre 1985 et 1990, de 169 milliards de barils de réserves « prouvées » de pétrole conventionnel à... 258 milliards, soit 50% de plus ! Tous les principaux pays producteurs de l'OPEP sont dans la même situation : Abu Dhabi (30 milliards de barils déclarés en 1985 contre 92 milliards en 1988), Iran (48 milliards en 1985, 92 milliards en 1988), Irak (44 milliards en 1985, 100 milliards en 1988), etc. Le tout sans qu'aucune découverte significative de nouveaux champ pétrolifère n'ait eu lieu dans ces pays au cours de la période... D'autres supercheries apparaissent chez pays non-OPEP,

Triton, la compagnie américaine qui s'est chargée de l'évaluation des ressources du champ pétrolier 'Cusiana' a commencé par parler de 3 milliards de barils, une valeur remarquable, qui n'a pas laissé Wall Street indifférente. Triton devait vraiment avoir besoin de l'argent de ses actionnaires, parce que lorsque BP a démarré l'exploitation de Cusiana, ils sont prudemment redescendus à 1,5 milliards de barils. Et finalement, il y a à peine 800 millions de barils à exploiter.

Si les pays producteurs exagèrent leurs ressources, c'est aussi parce qu'elles permettent d'obtenir plus facilement des prêts bancaires. Les chiffres officiels des réserves pétrolières, sont loin d'être des données purement scientifiques. C'est le reflet d'un patrimoine financier que les États valorisent ou déprécient selon leur intérêt du moment. L'ensemble de ces sources d'exagérations contribuent à faire croire que le "*pic pétrolier*", et la flambée qu'il entraînera sur les prix, n'arrivera pas avant après-demain. La réalité pourrait être tout autre ; le "*pic pétrolier*" est bien derrière nous. Alors que nous, experts indépendants, prévoyons une chute de la production pétrolière à partir de 2015, les études officielles, présentées par les États et les compagnies pétrolières internationales, la situent entre 2030 et 2060 selon les organismes. Une polémique qui occulte le vrai débat, celui de l'épuisement certain des réserves et de l'impasse énergétique.

Les hommes politiques ne veulent pas parler de catastrophe, car cela supposerait qu'ils apportent des remèdes, ce qu'ils savent impossible. Les pays producteurs exagèrent leurs ressources car elles reflètent le patrimoine financier que les États valorisent ou déprécient selon leur intérêt du moment. Selon Colin Campbell, membre de l'Aspo, 46% des ressources actuelles déclarées par les principaux pays de l'OPEP seraient douteuses, sinon fausses. Pour les compagnies pétrolières, l'enjeu est évident. Leur valorisation boursière dépend en effet des réserves dont elles peuvent se prévaloir. Évoquant le risque d'image pour les entreprises comme pour les pays producteurs et consommateurs de pétrole.

Avec 86,6 millions de barils consommés par jour dans le monde, la théorie de la substitution, à terme, du pétrole, laisse perplexe les experts indépendants. En effet, ils prédisent également une déplétion pour le gaz naturel (2030) et le charbon (2050), ressources tout aussi épuisables que le pétrole. Le pétrole et le gaz représentent aujourd'hui 60% de la consommation énergétique. Leur déplétion va nécessiter soit de réduire la consommation, soit de se tourner vers d'autres sources d'énergie, il n'existe pas de remplaçant unique au pétrole qui attendrait son tour en coulisse, mais plusieurs énergies de substitution en retard de maturation. Le futur énergétique sera pluriel.

Conclusion

Enfin, le manque de transparence du milieu est un réel handicap. L'information est détenue par les États et les compagnies pétrolières, et le secret est de règle. Le scandale des réserves de Shell, qui se sont avérées notoirement surestimées en 2004, et les doutes sur les réserves réelles de l'Arabie Saoudite, de l'Iran, de l'Irak ou de la Russie ont ébranlé la confiance dans l'avenir radieux du pétrole, désormais ces pays qui affirmaient détenir les 40% des réserves mondiales ne détiennent réellement que 24%.

Y. Mérabet, expert en énergie

Source "La fin de l'âge d'or" de Y.Mérabet

Algerian Society For International Relations

Pic pétrolier : deux vice-présidents de Total répondent à [oil man]

La direction du groupe Total a accepté de présenter ici son scénario sur l'avenir du pétrole. Selon elle, aucun déclin des extractions ne s'annonce à l'horizon... à condition de développer d'ici 15 ans l'équivalent de la moitié de la production mondiale actuelle ! Comment réussir pareil tour de force ? De vastes zones d'ombre subsistent dans ce scénario inédit.

Reprenons la pelote. Tandis que le nouveau gouvernement français, [pas plus que le précédent](#), n'envisage d'autre réponse au pétrole cher [que d'en encourager la consommation](#), nous continuons ici à tâcher de comprendre pour combien de temps il nous en reste (du pétrole pas -- trop -- cher).

Je suis allé cette fois poser la question à deux vice-présidents du pétrolier français Total, Helle Kristoffersen et Guillaume Chalmin, responsables de la stratégie de la première entreprise de l'Hexagone.

Parmi les grands groupes pétroliers, Total était jusqu'ici le seul à [reconnaître](#) que les extractions mondiales de brut ne pourront pas augmenter indéfiniment, pas plus que les arbres ne montent jusqu'au ciel. Le pétrolier français faisait entendre un discours circonspect, à mi-chemin entre l'optimisme de ses concurrents et [l'alarmisme de bon nombre d'experts indépendants](#).

D'après les détails du nouveau scénario prospectif de Total présentés ici en exclusivité, le pétrolier français semble désormais s'être aligné sur le volontariste vertigineux que prêchent les autres *majors* de l'industrie du brut.

A l'avant-dernier étage de la tour Total, Helle Kristoffersen, directrice de la stratégie générale du groupe et Guillaume Chalmin, chargé plus spécifiquement de la stratégie d'exploration et de production, m'ont expliqué pourquoi il n'y aucune raison de craindre que le [pic pétrolier](#) survienne avant longtemps.

Afin d'accroître la production mondiale de pétrole jusqu'à l'horizon 2025-2030, tout en compensant le déclin de la production existante, Total table sur la mise en production de pas moins de 45 millions de barils par jour (Mb/j) de capacités nouvelles par l'ensemble de industrie.

45 Mb/j représentent un peu plus de quatre Arabies Saoudites, ou plus de la moitié de la production actuelle de pétrole brut (83 Mb/j) !

Ce chiffre avancé par Total est compatible avec [le diagnostic qu'a énoncé en 2011 le patron de Shell, Peter Voser](#) : "Il faudrait que le monde ajoute l'équivalent de quatre Arabie Saoudite (sic) ou de dix mers du Nord dans les dix prochaines années, rien que pour maintenir l'offre à son niveau actuel".

Le tour de force sur lequel comptent Total, Shell et les autres *majors* pour maintenir à flot l'économie de croissance est en soi vertigineux. Où trouver l'équivalent de la production de quatre Arabies Saoudites, alors que l'industrie fait face à [une accélération du déclin de la production existante](#), et se trouve de surcroît [vouée](#) à trouver et à exploiter les nouveaux champs dans des conditions [sans cesse plus extrêmes](#) ?



Christophe de Margerie, pdg de Total. Celui que l'on surnomme "Big Moustache" a prévenu en décembre à Doha que la

production de brut atteindra son pic au cours de la prochaine décennie. Au-delà de cette date, c'est le "point d'interrogation", a-t-il mis en garde. Et si c'était plus tôt ?

Helle Kristoffersen et Guillaume Chalmin ont accepté de fournir ici la liste des courses nécessaires à l'industrie pétrolière pour parvenir à pomper ces fameuses 45 Mb/j supplémentaires.

Ces capacités de production nouvelles attendues, ce sont d'une part des champs pétroliers entièrement nouveaux, et d'autre part des champs déjà en production dont Total estime qu'il sera possible de relancer les extractions.

Du côté des champs nouveaux, voici ce que donne l'addition planétaire soumise par la direction de Total :

- sables bitumineux, essentiellement au Canada, où Total est un partenaire majeur : + 7 Mb/j (!)

- Irak : + 5 Mb/j

- offshore très profond au large du Brésil : + 3 à 4 Mb/j

- réservoirs "compacts" en Amérique du Nord (huiles de schiste pour l'essentiel) : + 2 à 4 Mb/j

- la direction de Total mentionne également plusieurs nouvelles ressources en cours de prospection en Afrique, dans le grand Nord ou au large de la Guyane, dont la production future est admise comme étant plus incertaine ; d'après les chiffres avancés, l'ensemble de ces ressources représente a priori un potentiel de production supplémentaire de + 2 à 5 Mb/j.

Dans le meilleur des cas, Total obtient donc un total de quelque 25 Mb/j de capacités d'extraction issues de puits qui n'existent pas encore.

Où trouver les 20 ou 25 Mb/j restant pour parvenir à l'objectif souhaité de 45 Mb/j supplémentaires ? La direction de Total n'a pas fourni de réponse directe à cette question pourtant décisive.

Les deux hauts cadres de Total que j'ai interrogés n'ont pas souhaité fournir de liste, même approximative, des principales régions pétrolifères existantes dans lesquelles ils jugent qu'il sera possible de stopper, ou au moins de freiner l'hémorragie (c'est-à-dire l'épuisement inexorable des réserves et le déclin engagé ou imminent des extractions d'un nombre de plus en plus important de puits anciens). Seul le cas des Etats-Unis a été évoqué, en terme peu optimistes, comme nous allons le voir.

Mme Kristoffersen et M. Chalmin ont notamment refusé d'avancer des éléments chiffrés concernant les pays de l'Opep et la Russie, se justifiant notamment, et sans doute un peu vite, par l'opacité des données disponibles. Dommage, car l'Opep et la Russie contrôlent l'essentiel des réserves prouvées d'or noir encore disponibles, mais font également partie des producteurs les plus anciens...

Même pour les pays pétroliers les plus fermés, des données sont bien entendu disponibles. Des champs anciens y déclinent d'ailleurs nettement plus vite que les taux mondiaux moyens couramment admis, situés pour l'heure entre 2 et 5 % par an. Le directeur scientifique de Total, Jean-François Minster, m'a indiqué en avril que "dans les pays de l'Opep ou en Russie, les taux de déclin [de certains champs] peuvent atteindre 6 à 9 % par an".

Pour répondre (indirectement, donc) à mes questions sur les 20 à 25 Mb/j manquant à l'addition totale des capacités nouvelles escomptées par Total, Helle Kristoffersen, directrice de la stratégie et de l'intelligence économique du groupe, a évoqué le montant colossal des investissements nouveaux consentis par l'industrie pétrolière un peu partout dans le monde : 600 milliards de dollars, rien qu'en 2011, soit près du quart du PIB de la France ! Toutefois, le retard très important subi par Total et ses partenaires [dans le développement du champ géant mais difficile de Kachagan, en mer Caspienne](#), ou encore les impasses techniques rencontrées dans le grand Nord, [notamment par BP](#), montrent que déverser des milliards ne suffit plus à garantir une production.



Helle Kristoffersen, vice-présidente de Total en charge de la stratégie du groupe : les huiles de schiste nécessitent de forer "dix à cent fois plus de puits".

Guillaume Chalmin, chargé de la stratégie d'exploration et de production de Total, a pour sa part insisté sur les progrès de la sismologie et des techniques de récupération. Il reconnaît néanmoins sans peine que ces progrès, une fois mis en œuvre, ne garantissent en rien un accroissement de la production des champs anciens. Par ailleurs, la direction de Total exprime son scepticisme à l'égard du ["miracle" des huiles de schiste promis par certains outre-Atlantique](#). Helle Kristoffersen souligne que l'extraction de ces réservoirs compacts nécessite de creuser *"de dix à cent fois plus de puits"* que pour du pétrole conventionnel. Jamais les Etats-Unis ne redeviendront auto-suffisants grâce à eux, précise-t-elle.

Au 46ème étage de la tour Total à La Défense (vu duquel le monde peut sembler malléable), on donne l'impression de s'être résolu à s'accommoder d'inconnues énormes.

Le scénario prospectif à trous qu'avance Total peut être comparé avec le pronostic considéré aujourd'hui comme le plus 'optimiste', [celui publié en juin par Leonardo Maugeri](#), ancien dirigeant du pétrolier italien ENI.

Cette comparaison a de quoi laisser perplexe.

L'analyse de Leonardo Maugeri, en particulier son estimation d'un rythme lent de déclin de la production existante, a été jugé totalement irréaliste par plusieurs experts indépendants de premier plan, dans des tribunes publiées [sur \[oil man\]](#), [sur le site du Financial Times](#), ou encore sur le principal site américain consacré au pic pétrolier, [\[TheOilDrum\]](#).

Or sur le versant des capacités de production nouvelles attendues, la direction de Total se montre beaucoup plus optimiste que Maugeri lui-même.

Maugeri débute son rapport en affirmant que ces nouvelles capacités de production pourraient, dans l'absolu, atteindre 49 Mb/j dès 2020. Mais il ramène immédiatement ce chiffre à 29 Mb/j - ce qui est déjà au-delà de ce que l'industrie a jamais réussi à accomplir dans un laps de temps aussi court -, en prenant en compte, dit-il, des *"risques"* et des *"restrictions"* de nature aussi bien technique que politique. On est très en-deçà des 45 Mb/j supplémentaires à l'horizon 2025 prévus par Total. (Les cinq années qui séparent les dates butoir des deux pronostics sont relativement peu significatives, dans la mesure où il faut compter de sept à dix ans pour mettre en production tout nouveau champ.)

Les capacités de production nouvelles attendues par Total apparaissent donc beaucoup plus massives que celles envisagées par le plus optimiste des experts pétroliers.

Qu'en conclure ? Au moins ceci : à Total ou ailleurs, l'incertitude dans laquelle baigne désormais l'industrie la plus vitale à l'économie mondiale paraît atteindre un degré ahurissant.

La difficulté à renouveler les réserves épuisées est désormais une réalité centrale de cette industrie, depuis le géant américain [Exxon, qui n'est parvenu à reconstituer que 95 % de ses stocks d'or noir pompés au cours des dix dernières années](#), jusqu'au 'petit' pétrolier franco-britannique Perenco, qui fait face à un effondrement de ses perspectives de production.

Le pdg de Total, Christophe de Margerie, a joué une musique dissonante lors de la dernière grand-messe annuelle de l'industrie de l'or noir. En décembre au Qatar, [il a abordé ouvertement le problème du pic pétrolier](#), tabou pour les dirigeants des autres *majors*. D'après 'Big Moustache', la production mondiale de brut atteindra son maximum au cours des années 2020, à 95 millions de barils par jour (Mb/j) contre 83 Mb/j aujourd'hui.

Au-delà, c'est le *"point d'interrogation"*, a reconnu Christophe De Margerie, tempérant néanmoins aussitôt :

"Nous disposons d'énormément de ressources. Le problème, ce ne sont pas les ressources, c'est savoir comment les extraire, d'une manière acceptable."

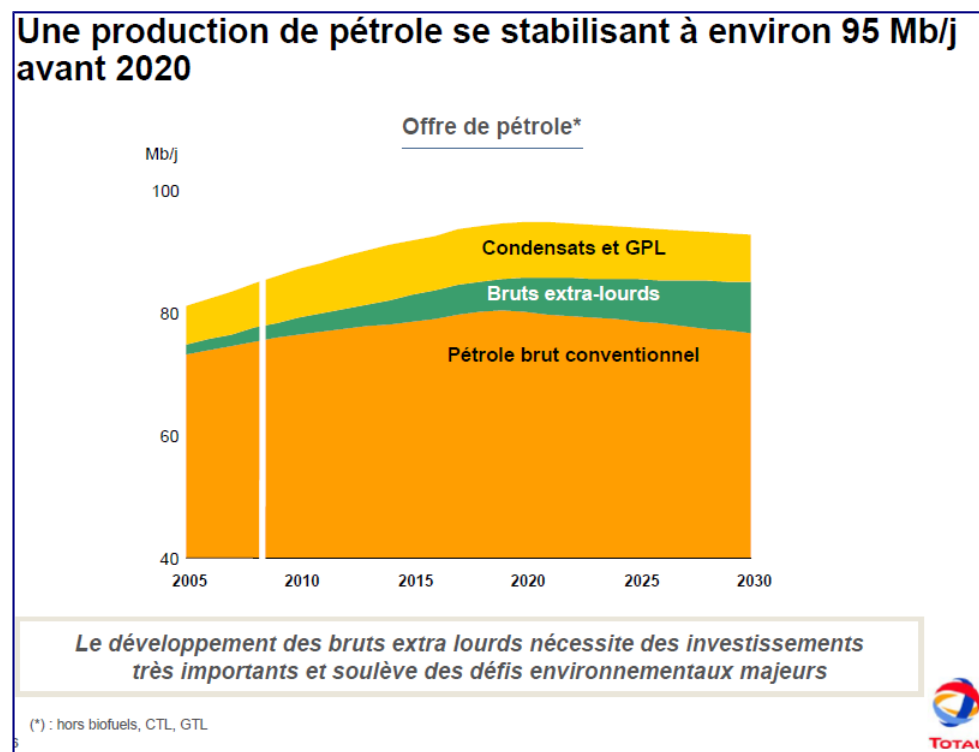
Guillaume Chalmin insiste : les 45 Mb/j de capacités supplémentaires qui doivent impérativement être mis en place

pour atteindre le niveau mondial de 95 Mb/j promis par le pdg du Total, "ce n'est pas de la communication".

Toutefois, cette prédiction fantastique n'a pas la moindre chance de se réaliser si jamais les banquiers et les assureurs ne sont pas convaincus de son réalisme ([la banque globale HSBC](#) ainsi que la doyenne des compagnies d'assurance, [la Lloyd's, font déjà part de doutes profonds](#)). On peut craindre que l'existence nécessaire d'une telle condition auto-réalisatrice pèse sur la crédibilité de l'ensemble du pronostic défendu ici par Total.

Autrement dit, il est décidément plausible que le "point d'interrogation" situé par Total quelque part au cours de la décennie 2020, surgisse en fait [bien plus tôt](#).

Se peut-il que les rois du pétrole soient nus ?



Ce graphique est tiré du dernier document prospectif publié par Total, en 2008. Le pic pétrolier y était alors placé aux alentours de 2020. Total a désormais reculé quelque peu cette date fatidique. Mais ce regain d'espoir du géant pétrolier français est-il fondé ?